



Eau, Agriculture et Territoires est une association réunissant des professionnels et des chercheurs français dans le domaine de l'eau agricole. L'association contribue au développement et à la diffusion du savoir-faire français, des connaissances et des bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau agricole, en France et à l'International.

Par ce document, résumé d'une note détaillée débattue en juin 2024 avec 70 acteurs de l'eau agricole, **Eau, Agriculture et Territoires** entend participer au débat public actuel sur les conflits entre agriculteurs et défenseurs de l'environnement sur l'eau en agriculture, qu'il s'agisse de l'irrigation ou du drainage. Nous pensons que ce débat ne peut trouver d'issue positive que si l'on réussit d'abord à définir l'agriculture qu'il est souhaitable de voir demain dans nos territoires, pour répondre à quels besoins alimentaires et autres besoins. Une fois clarifiée cette vision, le dialogue entre les différents usagers de l'eau (en incluant les besoins de l'environnement) deviendra plus facile pour aboutir à la construction de modèles locaux durables, et sortir des positions idéologiques que nous vivons actuellement.

L'agriculture a toujours eu pour vocation principale de pourvoir la population en nourriture. Constatant que les productions agricoles sont très dépendantes des conditions locales (climat, sols, etc.), les agriculteurs ont très tôt développé des méthodes de gestion de l'eau (irrigation et drainage) et l'utilisation d'intrants pour amender les terres et protéger les cultures contre les maladies et les ravageurs afin de sécuriser et d'améliorer leur production. Ces pratiques ont fortement évolué vers toujours plus d'intensification - notamment au cours de la seconde moitié du 20ème siècle - avec des impacts significatifs sur les émissions de GES d'origine humaine ainsi que sur les ressources en eau, en énergies et en sols.

Aujourd'hui l'agriculture fait face à de nombreuses contraintes: i) la société a pris conscience de la nécessité impérieuse de prendre en considération les besoins en eau du milieu naturel; ii) les besoins en eau potable et domestique, du fait de la démographie et de l'amélioration de l'accès à l'eau, ont augmenté dans la plupart des pays entraînant une pression croissante sur la ressource et des conflits d'usage; iii) le changement climatique a pour effet d'accroître cette concurrence entre les usages avec l'augmentation des besoins en eau et la diminution, dans le même temps, des ressources disponibles; iv) l'augmentation de la variabilité du climat, de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes, accroît les risques pour l'agriculture; et v) elle contribue également à la production de biens industriels (fibres), d'énergie ou de matériaux, dont la production peut entrer en compétition avec les produits alimentaires.

Au sein de l'association **Eau, Agriculture et Territoires**, nous regrettons que le débat public sur la gestion de l'eau pour l'agriculture souffre de prises de positions radicales et parfois dogmatiques, alors que les problèmes à résoudre sont complexes et requièrent un dialogue constructif et scientifiquement fondé. La première question à laquelle ce débat doit permettre de répondre est quel type d'agriculture souhaite-on pour demain. La réponse à cette question doit intégrer la durabilité, les modes de production mais aussi de transformation, de commercialisation (part du local / mondialisation...), les systèmes de consommation (régimes alimentaires, qualité des produits, prix, "loyauté" de la concurrence, impact carbone, gaspillages, etc.) et réfléchir aux évolutions nécessaires sur tous ces aspects.

Nous considérons indispensable une transition des systèmes agricoles et agro-industriels vers plus d'agroécologie, vers des filières intégrant plus de circuits courts, vers des pratiques plus respectueuses du milieu naturel et une meilleure prise en compte de la santé humaine. La transition concerne donc toute la société. Cette évolution ne doit ni ne peut être un retour à l'agriculture d'autrefois. Elle sera au contraire facilitée par les avancées technologiques et méthodologiques et par la recherche. Pour autant, compte tenu des enjeux économiques et sociaux cette transition prendra du temps. Les deux systèmes devront cohabiter le temps nécessaire pour assurer l'acceptabilité sociale de ce changement profond.

A l'échelle planétaire, l'agriculture irriguée couvre 20% des surfaces cultivées et produit près de 40% des céréales mondiales ainsi qu'une part significative de fourrages et de cultures industrielles. Cette "nouvelle" agriculture ne peut donc être imaginée sans repenser la gestion de l'eau. Celle-ci doit être décidée et gouvernée en fonction de l'état des ressources disponibles localement, des besoins agricoles et de tous les autres usages de l'eau. Cette gestion, depuis le prélèvement dans le milieu naturel jusqu'à l'application de l'eau à la parcelle et au drainage, peut nécessiter la réalisation concertée d'aménagements (stockages, transferts) pour répondre aux besoins dans une logique durable. S'opposer à ces aménagements par principe peut dans certaines situations aller à l'encontre de la transition agro-écologique.

Les éléments suivants nous paraissent fondamentaux pour démontrer comment **l'irrigation et le drainage, là où ils sont nécessaires, doivent être mis au service du développement de modèles agricoles plus adaptés**, plus respectueux de l'environnement et de la santé publique, moins émetteurs de GES, plus économes en ressources naturelles, plus résilients face au changement climatique, d'une plus grande diversité, et mieux adaptés à la viabilité des exploitations.

La maîtrise de l'eau apparaît comme un levier fondamental de la transition agroécologique. Dans certains milieux, l'irrigation a démontré son utilité pour sécuriser des systèmes agricoles diversifiés, permettant des rotations, des cultures de couvert intermédiaires et la réduction des intrants de synthèse. En apportant l'eau de manière contrôlée et raisonnée, l'irrigation peut stimuler la biodiversité du sol, améliorer sa structure et soutenir la croissance de cultures qui capturent davantage de carbone.

L'irrigation peut aider à conserver des exploitations viables et limiter la dépendance des agriculteurs aux facteurs externes. Tous les défis ne pourront être relevés que si des agriculteurs sont là pour le faire. L'économie des exploitations agricoles est donc une question primordiale. En permettant d'adapter les conditions de cultures au changement climatique, l'irrigation est souvent un facteur essentiel de pérennité des exploitations, voire d'installation de jeunes agriculteurs.

L'irrigation favorise la relocalisation de la production : la création de stockages, voire les transferts d'eau depuis des bassins où elle est plus abondante, permet de sécuriser des productions dans le pays de consommation et éviter des importations coûteuses en énergie, pour la balance des paiements... et en eau dans les pays de production.

Ces ouvrages hydrauliques pourraient être pensés différemment de ce qui était fait jusqu'à présent en mieux tenant compte du risque périodique de pénurie de la ressource dans l'étude de ces aménagements, qui pourraient par exemple n'assurer le service que 9 années sur 10, ou seulement 4 sur 5, et en mettant en place une gestion adaptée aux risques qui se substitue à la gestion de crise (exemple : via une réduction du dimensionnement des ouvrages et la prise en compte des conséquences économiques).

L'impérieuse nécessité de combiner l'amélioration de l'offre et la sobriété de la demande fait consensus : la réalisation d'aménagements hydrauliques, coûteuse pour la collectivité, et dont l'impact environnemental n'est jamais négligeable, doit être conditionnée à une accélération de la transition agroécologique vers plus de sobriété en eau et en intrants et par la contractualisation d'engagements à long terme visant à protéger les ressources et le milieu naturel.

Le drainage, comme outil de gestion de l'excès d'eau, joue un rôle essentiel dans l'optimisation de l'eau pour les cultures, en évacuant les surplus qui pourraient nuire à la mise en culture et à la productivité. Dans les régions où l'accumulation d'eau limite les interventions et affecte la croissance des plantes, un drainage efficace permet de maintenir les sols praticables et d'éviter les engorgements destructeurs.

Du terroir local à la planète, les problématiques agricoles, alimentaires et hydriques sont très différentes selon les régions et les pays. Il ne faut pas perdre de vue que les enjeux de sécurité alimentaire, les enjeux économiques, les probables limites des systèmes agro-écologiques (pas encore bien établies) et le fait que toutes les productions ne sont pas possibles sous tous les climats, font qu'un objectif d'autonomie totale de chaque pays avec sa propre agriculture écologique ne semble pas envisageable. Les enjeux hydriques sont aussi très différents d'un endroit à l'autre, avec des pays en stress prononcé tels que les certains pays du Sahel ou du Maghreb et des pays où l'eau est abondante.

Il ne peut pas y avoir un modèle de transition universel et global. Il faut privilégier l'échelle du territoire, la mieux adaptée à la prise en compte de spécificités locales incontournables, à la concertation entre l'ensemble des acteurs et à l'adhésion de la population. Une gouvernance de l'eau à cette échelle, impliquant tous les acteurs, est cruciale. Cependant, cette approche territoriale doit aussi se situer dans des cadres globaux, nationaux, régionaux et internationaux, qui tiennent compte des enjeux, à chacune de ces échelles, pour toutes les catégories d'usages.

Cette transition doit donc être portée par une volonté politique à tous les niveaux, qui s'appuie non pas sur des dogmes ou des émotions mais sur une vision issue d'un débat public apaisé et étayée par des bases scientifiques, qui seules peuvent déterminer le champ des possibles. Elle doit être conduite dans une logique de concertation et de collaboration avec le monde agricole et les autres usagers plutôt que de confrontation.

Eau Agriculture et Territoires souhaite contribuer, avec les agriculteurs, les organisations professionnelles, les associations, les pouvoirs publics, les autorités locales, les entreprises, ..., pour faire avancer le débat et trouver ensemble les meilleures solutions.

